

Mais c'est qu'il y a crise politique !

Gilbert Paquette, Président des IPSO

Avec la déclaration de Madame Marois, le Parti Québécois quitte sa position attentiste, et se remet en route vers le rapatriement de nos compétences et vers la souveraineté du Québec. Bravo, c'est reparti!

Mais voilà tout le monde s'énerve. On craint qu'il y ait une éventuellement crise politique. En passant, M. Parizeau n'a jamais dit qu'il en faut une contrairement au titre du Devoir d'hier. Chacun peut le peut vérifier en écoutant le vidéo intégral à www.ipsoquebec.org. M. Charest lui, affirme que « cela fera souffrir les Québécois » lui qui a tellement peur de la chicane comme s'il n'y en avait pas actuellement sur un certain nombre de dossiers où il est en position de faiblesse. Comme s'il n'y avait pas de crise politique permanente et comme si on ne savait pas que celle-ci durera tant qu'il n'y aura pas de véritable solution à notre avenir politique. Nous ne sommes pas à l'heure du toujours plus, mais à l'ère du toujours moins pour le Québec.

Nous sommes en crise politique depuis le rapatriement unilatéral de la constitution canadienne de 1982, imposé au Québec malgré l'opposition de son Assemblée Nationale, mais qui nous régit encore malgré tout. Nous sommes en crise politique depuis l'effondrement du mythe d'un Canada fondé sur deux nations, démontré à plusieurs reprises, de Meech en Charlottetown. Nous sommes en crise politique depuis l'adoption unilatérale de la loi sur la clarté par le parlement canadien rejetée par l'Assemblée Nationale, cette dernière réaffirmant le droit à l'autodétermination du Québec. Nous sommes en crise politique depuis que tous les partis politiques québécois, même le parti libéral du Québec, ont réclamé les compétences exclusives du Québec en matière de culture. Nous sommes en crise politique depuis que le Canada dit toujours NON à tout changement constitutionnel.

Vaincre la résignation

Le sondage du Bloc cité par Jacques Parizeau au récent colloque des IPSO est étonnant. Bien que 49% des Québécois et 56 % des francophones soient favorables à ce que le Québec devienne un pays indépendant, avec ou sans partenariat économique, question on ne peut plus claire, bien que 56,6% et 62% des francophones le juge réalisable, seulement 34% pensent que la souveraineté se réalisera.

Ce chiffre de 49%, malgré presque 15 ans « d'attentisme » témoigne de la force du désir d'indépendance, mais en même temps, ce sondage démontre que le peuple Québécois a perdu confiance dans ses leaders. La population, les médias, et même beaucoup d'indépendantistes ne croient plus que l'indépendance va se faire, même si la majorité des francophones le souhaitent toujours.

« Ils vont dire non ». « Ils vont dire non ». C'est la meilleure stratégie fédéraliste pour que rien ne change. Distiller petit à petit la croyance en l'impossibilité de

changer quoi que ce soit d'important, la croyance dans la futilité des débats constitutionnels dont tout le monde serait tanné, distiller petit à petit la résignation.

« Ils vont dire non ». Oui et après ? C'est aux Québécois et aux Québécoise de décider de leur avenir! Comme nous l'avons fait lors des deux référendums. C'est aux Québécois et aux Québécoise de décider de leur avenir! Il faut le dire, le répéter, le marteler sur toutes les tribunes et surtout...agir en conséquence. Tout part de là!

Il y a une solution.

M. Ignatief, en affirmant clairement que la reconnaissance de la nation québécoise par le parlement fédéral ne change rien rejette en fait l'opinion démocratique majoritaire au Québec. Des trois courants historiques au Québec, indépendance, autonomie et statu quo/centralisation, c'est toujours ce dernier courant, très minoritaire qui gagne, par défaut. Lorsqu'on additionne les voix indépendantistes et autonomistes au Québec, c'est la volonté de près des deux-tiers de la population que Ignatief et Harper renient.

Le changement profond de mentalité qui mènera à l'indépendance ne peut se faire que si une majorité de citoyens cessent d'obéir à une constitution canadienne qu'ils n'ont pas votée pour placer leur allégeance dans une constitution et des lois québécoises adoptées démocratiquement. Ces lois qui obligeront notamment les citoyens d'envoyer tous nos impôts à Québec, donnant au Québec les moyens financiers d'exercer tous les pouvoirs qu'il souhaite.

Pour faire sauter l'embâcle, il faut à la fois réaffirmer la volonté majoritaire des Québécois de sortir du carcan fédéral actuel et la faire respecter, unilatéralement s'il le faut. Pour ceux qui ont peur du mot unilatéral (sauf lorsqu'il est mis en pratique par Ottawa), il n'est pas inutile de rappeler que la proposition du référendum de 1995, appuyée par les chefs du Bloc québécois, de l'Action Démocratique et par 49,2 % de la population, impliquait, après un an de discussion avec Ottawa, que l'Assemblée Nationale mette en vigueur la constitution du Québec, avec ou sans l'accord du Canada.

Les deux questions sont liées. Sans la force d'une volonté majoritaire, on ne pourrait imposer unilatéralement la volonté démocratique du peuple québécois, faute d'appui suffisant à l'interne comme à l'international. Mais sans cette détermination à imposer la volonté du peuple québécois, unilatéralement si nécessaire, aucune solution, indépendantiste ou autonomiste, n'apparaît réalisable et, par conséquent porteuse d'une volonté majoritaire.

Nous les indépendantistes avons du travail à faire d'ici la prochaine élection pour arriver à cet objectif. La convergence des partis et mouvement souverainistes est commencée. C'était d'ailleurs le but du colloque des IPSO du 6 juin dont on a fait état dans les médias.